



FORUM DE GENSHAGEN
POUR LE DIALOGUE FRANCO-ALLEMAND

*« Parée pour l'avenir?
L'intégration européenne à l'épreuve de la crise
économique, financière et monétaire »
Du 2 au 4 décembre 2010
Château de Genshagen*

Actes de conférence

► **Éditeur**

Fondation Genshagen
Im Schloss
D-14974 Genshagen

Tél.: + 49 (0)3378-805931

Fax: + 49 (0)3378-870013

► **Responsable graphique**

Nina Henke

► **Photos**

Nora Erdmann

► **Internet**

www.stiftung-genshagen.de

institut@stiftung-genshagen.de

► **Soutiens et partenaires**



Auswärtiges Amt

EADS



Robert Bosch **Stiftung**

Avec l'aimable soutien de Deutsche Bank

Tous droits réservés.

Aucun élément de ce dossier ne peut être copié ou reproduit, de façon partielle ou intégrale, sans l'autorisation écrite et préalable de la Fondation Genshagen.

© Stiftung Genshagen, 2011

1^{er} Forum de Genshagen pour le dialogue franco-allemand

Du 2 au 4 décembre 2010

Pour quelles raisons un format spécifique au service du dialogue franco-allemand est-il encore nécessaire aujourd'hui ? Les relations franco-allemandes représentent sans nul doute un capital essentiel pour chacun des deux pays. Mais pour que ce capital perdure, ce qui n'est pas un automatisme, il convient de l'entretenir avec beaucoup de soin. Dans le contexte d'une complexité croissante des grands enjeux politiques mondiaux, la France et l'Allemagne ont une responsabilité partagée pour l'avenir de l'Europe. Dans ce but, leur coopération gouvernementale doit être davantage nourrie par un dialogue élargi aux membres des sociétés civiles française et allemande, associant également des représentants de pays tiers. Sur ce point précis, les relations franco-allemandes trahissent aujourd'hui un potentiel largement inutilisé.

C'est toute l'ambition du « Forum de Genshagen pour le dialogue franco-allemand ». Dans le contexte de la crise économique et financière qui domine largement l'agenda de l'UE depuis 2008, la première conférence pilote a été menée en décembre 2010 sous le titre « Parée pour l'avenir ? L'intégration européenne à l'épreuve de la crise économique, financière et monétaire ». Le débat s'est notamment concentré sur les effets de la crise sur le projet européen dans son ensemble et sur le soutien des opinions publiques vis-à-vis de la construction européenne, sur la signification du principe de solidarité dans la politique européenne de demain, et enfin sur la question du poids de l'UE sur la scène internationale.



I. Exposé d'ouverture : La France et l'Allemagne face à une Union européenne en voie de désolidarisation

Gilbert Ziebura, Professeur émérite en Science Politique

Débat : Ralf Christoffers, Ministre de l'Economie et des Affaires européennes du Land de Brandebourg

Bernard de Montferrand, Ambassadeur de France en Allemagne

Robert von Rimscha, Directeur de la Prospective, Ministère fédéral des Affaires étrangères

L'Union européenne est confrontée à un double problème : d'une part, elle s'éloigne de l'idée fondatrice de la construction européenne et fait face à un processus de désolidarisation. D'autre part, l'Etat-nation moderne voit sa marge d'action considérablement réduite car il est contraint de répondre au phénomène de mondialisation en engageant des réformes sociales, tout en luttant dans le même temps contre les effets négatifs de cette mondialisation (« dilemme du grand écart »). Cette thèse était au centre de l'exposé inaugural du Professeur Gilbert Ziebura. Depuis la fin de la Guerre froide, les relations franco-allemandes auraient triplement fauté. Paris et Berlin se seraient engagés en faveur de la mise en place d'une Union monétaire sans se préoccuper de l'établissement simultané d'une Union politique

; l'élargissement à l'Est n'aurait pas été accompagné d'un processus d'approfondissement; enfin, à « l'hyper institutionnalisation » mise en place par le traité de Lisbonne ferait face une « sous-politisation » de l'Union. Ainsi, ne disposant pas des moyens d'action adéquats, l'UE serait tombée pieds et poings liés sous le joug de la crise économique et financière. Leurs divergences de vues sur des questions centrales ont empêché l'Allemagne et la France de contribuer de façon constructive à la solution de la crise. Ce qui manque à l'Europe d'aujourd'hui, c'est une vision. Plus que jamais, la France et l'Allemagne sont appelées à jeter les bases d'une solidarisation de l'UE et à renforcer l'efficacité du marché européen. La discussion faisant suite à l'exposé a fait apparaître les positions suivantes :





POUR:

L'évolution politique et institutionnelle de l'UE trahit toute une série de déficits évidents dont l'Allemagne et la France seraient les premiers fautifs. Il suffit ici de faire référence à la mise à bas du pacte de stabilité et de croissance. À ce phénomène s'ajouterait une certaine faiblesse des responsables politiques dans leur stratégie de communication des grands enjeux politiques européens envers les citoyens. La notion d'« intérêt national » reste bien le dernier retranchement des Etats membres de l'Union. Sur le plan politico-administratif, les rapports de la France et de l'Allemagne eux-mêmes, malgré leur intensité, se voient aujourd'hui teintés d'une grande méfiance – comme dans le cadre de la discussion sur la mise en place d'un gouvernement économique européen.

CONTRE:

Que l'Europe se trouve plongée dans une situation de crise ne fait pas de doute. Cependant, les périodes de crise auraient toujours rythmé le processus de la construction européenne. Ainsi, la désolidarisation serait un scénario possible, mais non le seul envisageable : le traité de Lisbonne ou encore les mesures prises pour lutter durablement contre la crise financière portent clairement les marques d'une conscience de solidarité au sein de l'UE. D'autre part, une coordination structurelle au sein de l'Union monétaire resterait possible sans Union politique. Les Etats membres dans leur ensemble, et en particulier la France et l'Allemagne, sont liés par un intérêt commun, dont témoigne leur discours de défense de l'euro. Sans doute l'Europe manque-t-elle de visions fédératrices. Mais le travail sur les contenus et la définition de stratégies communes demeurerait les tâches les plus urgentes. Dans ce domaine, Paris et Berlin seraient encore en mesure de jouer un rôle de précurseur.



II. Dîner-débat : Nouveau triangle, nouvelles opportunités

Janusz Reiter, Président du Centre de relations internationales (CSM) de Varsovie

Modération : *Andreas Schockenhoff*, Député, Président du groupe d'amitié France-Allemagne

Le nouveau champ d'action européen constitue à la fois une chance et un défi de taille pour le triangle de Weimar : la Pologne se voit enfin offrir aujourd'hui l'opportunité de jouer le rôle de partenaire à part entière au sein de l'Union européenne. La relation franco-allemande ne fonctionne plus aussi bien que par le passé. L'heure serait donc à plus d'ouverture concernant l'idée d'une collaboration trilatérale avec Varsovie. Partant de cette hypothèse, Janusz Reiter a défini trois principaux champs de coopération pour le futur triangle : les situations de crise, où la collaboration trilatérale jouerait un rôle stabilisateur, la politique énergétique et climatique, y compris la politique énergétique extérieure, ainsi que la politique de sécurité. D'une façon générale, deux éléments principaux déterminent actuellement le rapport des nouveaux Etats membres à l'UE. Beaucoup d'entre eux ont réagi de façon exemplaire à la crise économique et financière : ils ont mis en place les mesures difficiles et nécessaires qui s'imposaient, avec des retombées positives. Parallèlement, la politique



de cohésion de l'UE constitue aujourd'hui comme hier un instrument essentiel pour assurer la prospérité et le développement économique dans les nouveaux Etats membres. Pour Janusz Reiter, elle est au cœur du projet européen, et le débat sur une Europe qui ne serait plus qu'une « Union de transfert », une Union dans laquelle les Etats les plus riches viendraient au secours des pays en difficulté chronique, serait réductrice et ne rendrait pas compte de la nature bien plus riche et complexe de la construction européenne. En Pologne, c'est aujourd'hui une vision fédéraliste de la construction européenne qui domine – le repli sur les voies nationales mènerait l'Europe vers un avenir douteux.



III. Session plénière : Un bilan franco-allemand sous le signe de la crise – L'euro en question ?

Exposés liminaires : *Hans Eichel*, ancien Ministre fédéral des Finances

Francis Mer, ancien Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie

Débat : *Nicolas Baverez*, économiste et écrivain; *Barbara Böttcher*, Deutsche Bank Research

Modération : *Eric Bonse*, correspondant Europe

L'analyse de dix années d'Union monétaire laisse apparaître un bilan nuancé. Selon Hans Eichel, le risque de change semble écarté, tout comme semblent exclues les délocalisations d'emplois liées aux dévaluations dans d'autres pays. Le marché et les exportations se sont développés. En outre, les interdépendances économiques de la zone euro sont si fortes que les craintes pour la survie de l'euro semblent injustifiées. Néanmoins, les divergences croissantes au sein de la zone euro sont inquiétantes. Selon Francis Mer, la crise peut aussi être l'occasion de formuler des objectifs ambitieux. Ainsi, la nécessité d'un gouvernement économique européen est une évidence ; il faut mettre en place un Fonds monétaire européen et aménager le pacte de stabilité et de croissance. Pour Hans Eichel, la poursuite de l'intégration de la zone euro reste le seul objectif possible. L'analyse prospective a mené à différentes conclusions : tandis que certains ont souligné

l'effet catalyseur de la crise financière dans le processus de déclin de l'Europe, et de division interne entre un groupe des pays forts, mené par l'Allemagne, et un groupe des plus faibles, rassemblant la plupart des autres pays de l'Union (Nicolas Baverez), d'autres ont mis en avant les opportunités qui s'offraient à l'Europe sur le long terme. Selon Barbara Böttcher, l'établissement du marché intérieur n'a fait qu'anticiper, au niveau européen, le phénomène inéluctable de la mondialisation.



IV. Débat : Politiques économiques – un changement de paradigme en vue ?

Thèses : *Christian Stoffäes*, Président du Conseil d'analyse économique franco-allemand

Débat : *Jean-Marie Demange*, Ambassade de France en Allemagne ; *Thomas Hanke*, Handelsblatt

Modération : *Klaus-Peter Schmid*, auteur et ancien journaliste de *DIE ZEIT*



Face à un scénario optimiste d'une convergence toujours plus prononcée entre les politiques économiques française et allemande dressé par Jean-Marie Demange, Thomas Hanke s'est attaché pour sa part à souligner les multiples divergences séparant notamment la politique industrielle française et la politique allemande de régulation économique. S'agissant des rapports sociaux, l'analyse comparative entre la France et l'Allemagne révèle une réelle opposition entre les principes de la « lutte des classes » d'une part et du « partenariat social » d'autre part. Le principe de coopération et de recherche du consensus à l'œuvre entre les partenaires sociaux a été un atout précieux pour l'Allemagne dans la crise. La notion de sacrifice serait plus répandue dans ce pays. La France quant à elle serait en Europe, selon Francis Mer, le dernier bastion d'un certain marxisme intellectuel. Il ne faudrait cependant pas que les bons résultats actuels de l'économie allemande servent de prétexte à ce qui pourrait devenir l'adage : « l'Allemagne décide parce que l'Allemagne paie ». Si les différences entre les deux pays dominent toujours leur relation, on constate déjà les premiers signes d'un changement : depuis la crise, on a pu voir un véritable gouvernement économique européen se mettre en place, également accepté du gouvernement fédéral allemand. Il ne resterait plus qu'à fixer les termes de sa future forme institutionnelle (Christian Stoffäes).



V. Tables rondes – Après la crise : L'intégration européenne sur une nouvelle voie ?

Groupe 1 :

La crise et le soutien des opinions publiques pour la construction européenne

Les membres de ce groupe de travail se sont entendus sur le fait que la crise ne sera vraisemblablement pas l'élément déclencheur d'une montée en force de l'euroscpticisme. Mais l'opinion publique en France et en Allemagne a réagi très différemment à la crise de l'euro. En France, les débats sont restés modérés, et la confiance en l'Union monétaire n'a pas été sérieusement ébranlée. Les Français sont plutôt en faveur d'une coordination renforcée au sein de l'UE tant qu'elle ne s'accompagne pas de la création de nouvelles institutions. En Allemagne, à l'opposé, la crise de l'euro et le « parapluie de sauvetage » accordé à la Grèce ont donné lieu à un débat souvent virulent. La crise de l'euro est perçue comme un ébranlement considérable de la pierre angulaire de la construction européenne. Si ce recul de confiance ne s'accompagne pas d'un renforcement du populisme de droite, le discours politique sur l'Europe au sein des différents partis politiques traditionnels s'est quant à lui radicalisé. Les pays partenaires et les institutions de l'UE observent cette évolution avec inquiétude. De façon générale, les réactions de l'opinion publique dans le contexte de la crise témoignent clairement de l'extrême nécessité de développer un dialogue ciblé sur la construction européenne et ses objectifs.

Groupe 2 :

La crise et le poids de l'UE sur la scène internationale

L'ensemble des participants se sont accordés sur le fait qu'il est pour l'heure assez délicat de mesurer l'impact de la crise sur le poids international l'UE. D'un côté, ses déficits sont susceptibles de s'accroître, étant donné que les marges de manoeuvre financières des Etats-membres se trouvent fortement réduites. D'un autre côté, la crise financière pourrait être le point de départ de nouvelles synergies dans le domaine de la défense. Dans l'ensemble, les membres du groupe de travail ont conclu à un déficit flagrant de présence et d'influence de l'UE sur la scène politique internationale. Même s'agissant des questions économiques internationales, le risque serait bien réel de voir se former autour de la Chine et des Etats-Unis un « G2 » dominant les évolutions mondiales en la matière. À l'inverse, l'intervenant originaire des Etats-Unis soulignait que l'UE avait toujours fait figure de modèle, à l'échelle internationale, en matière de gouvernance mondiale et d'intégration régionale réussie – non seulement par le passé, mais aussi aujourd'hui pour des pays ou régions comme la Turquie, la Russie ou l'Afrique. Le groupe a souligné l'importance du rôle de pays précurseurs, en premier lieu la France et l'Allemagne – en collaboration avec d'autres partenaires – dans la stratégie de renforcement du poids géopolitique de l'UE. Sur la question de la réforme du FMI ou encore sur celle de l'avenir de l'Union pour la Méditerranée, il semble urgent de construire ensemble les bases d'une stratégie européenne. En outre, il faudrait que la France et l'Allemagne retrouvent leur rôle d'avant-garde et d'inspirateurs de « meilleures pratiques », en faisant par exemple fusionner leurs représentations diplomatiques respectives ou encore en définissant de nouvelles approches en matière de coopération militaire.

VI. Exposé et débat : La crise et l'image de l'Europe dans l'opinion publique

Wolfgang Schäuble, Ministre fédéral des Finances

Modération : *Rita Süßmuth*, Membre du directoire et *Martin Koopmann*, Directeur exécutif de la Fondation Genshagen



Le Ministre fédéral des Finances a souligné que l'épisode de la crise financière trahissait une fois de plus le profond scepticisme de l'opinion publique vis-à-vis d'un processus poussé de communautarisation. Néanmoins, l'introduction d'une monnaie commune représente pour beaucoup une plus-value – l'Europe n'est pas un jeu à somme nulle. Pour Wolfgang Schäuble, il revient à l'action politique de clarifier et de restructurer le dispositif institutionnel européen, au-delà de la simple politique monétaire. Le recours à l'instrument de la coopération renforcée devrait être plus systématique à l'avenir, et ce également au sein de la zone euro. Le bon fonctionnement du marché intérieur et un euro fort pourraient encourager le développement d'un modèle social européen et mener ainsi à une plus grande prospérité en Europe. Dans le

même temps, il faudra veiller à ce que l'équilibre entre réglementations nécessaires et autonomie d'action soit respecté. Plusieurs mesures sont indispensables pour améliorer l'image de la politique européenne dans l'opinion publique. Le renforcement des institutions communautaires devrait ainsi s'accompagner d'une plus grande transparence dans la définition et l'attribution des compétences. Parallèlement, il ne devrait pas revenir aux seuls Etats membres de présenter et d'expliquer les décisions politiques européennes. Les institutions de l'UE devraient prendre plus de responsabilités dans ce domaine. Enfin, l'élection d'un Président européen au suffrage universel pourrait avoir une retombée considérable et positive sur l'opinion publique en Europe.



VII. Session plénière : La crise et la capacité d'action de l'UE sur la scène internationale

Exposé liminaire : Parag Khanna, Directeur « Global Governance Initiative », The New America Foundation

Débat : Christian Lequesne, Centre d'études et de recherches internationales (CERI); Ditmar Staffelt, Directeur Affaires politiques et gouvernementales, EADS

Modération : Christian Makarian, Directeur adjoint de la rédaction, L'Express

Selon Parag Khanna, la crise constitue une chance pour l'Europe, dont l'avenir reste prometteur. En dépit de l'inefficacité de l'action européenne sur la scène internationale, que la situation de crise économique a de nouveau soulignée, c'est la notion de processus, au cœur de la construction européenne, qui définit le lien réunissant les Etats européens. L'Europe est un processus sans terminus. Par le passé, les crises ont toujours conduit à un renforcement du processus d'intégration. En ce sens, on pourrait avancer qu'il n'y a pas d'Europe à proprement parler, mais seulement un processus d'eupéanisation. Selon Christian Lequesne cependant, l'objectif des Européens de parler d'une seule voix sur la scène internationale relève jusqu'à nouvel ordre du rêve inassouvi. Le modèle post-westphalien de la construction européenne rend très difficile une action en contexte



de crise et dans des régions encore fortement imprégnées des logiques de l'État-nation. La véritable force de l'Europe réside bien plus dans l'exportation des normes de la démocratie et des droits de l'homme. L'Europe doit ici miser sur l'attractivité de ces normes aux yeux des pays tiers et concentrer ses efforts pour préserver et développer ces valeurs et normes sur la scène internationale; La diffusion de ces normes au moyen de la force n'est pas envisageable.

Parallèlement, rappelle Ditmar Staffelt, les Etats européens se voient contraints à une collaboration étroite dans le cadre de projets précis comme celui de « l'Eurofighter ». La crise a de nouveau fait la démonstration de l'incapacité de chacun des pays de l'UE à financer individuellement ce genre de projet. Les Européens se voient donc obligés de faire à l'avenir meilleur usage des avantages de leur coopération.

